



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service prévention des risques techniques

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant et complétant les dispositions relatives à la durée de l'autorisation et au montant des garanties financières de la carrière située au lieu dit «Les Garrigues », exploitée par la société SERRE FRERES et Cie, sur le territoire de la commune de MENERBES (84560)- (siret 73262009100015)

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.181-14, L.181-46, L.211-1 et L.511-1 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VUF** le décret du 21 avril 2026, publié au Journal officiel du 22 avril 2026, portant nomination de M. Vincent LELIONNAIS, en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du Préfet de Vaucluse, secrétaire général adjoint de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 mai 1996 modifié , autorisant la société Serres Frères & Cie à exploiter une carrière et son installation annexe de pierre de taille situées au lieu-dit « Les Garrigues » sur le territoire de la commune de Ménerbes ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 mai 2026 donnant délégation de signature à Monsieur Vincent LELIONNAIS, secrétaire général par intérim de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** les dossiers transmis par la société Serres Frères & Cie, par courrier du 27 avril 2026, portant sur la demande de prolongation de la durée d'autorisation et la modification des conditions de remise en état de sa carrière située au lieu-dit « Les Garrigues » sur le territoire de la commune de Ménerbes ;
- VU** le rapport de l'Inspection des installations classées du 20 mai 2026 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitante dans le cadre de la procédure contradictoire, par courrier du 26 mai 2026 ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitante sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

CONSIDÉRANT que la société Serres Frères & Cie exploite à Ménerbes une carrière et son installation annexe de pierre de taille, autorisées par l'arrêté préfectoral du 14 mai 1996 pour une durée de 30 ans, soit jusqu'au 14 mai 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'à travers le porté à connaissance du 27 avril 2026 susvisé, la société Serres Frères & Cie sollicite la prolongation de deux années supplémentaires de la durée d'autorisation de la carrière, soit jusqu'au **14 mai 2028**, dans le respect des limites actuelles fixées par l'autorisation en vigueur, et ce afin de finaliser l'extraction du gisement et réaliser la remise en état du carreau ;

CONSIDÉRANT l'absence de changement des conditions d'exploitation, au cours de la prolongation de deux années sollicitée ;

CONSIDÉRANT que le projet de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Les Garrigues » à Ménerbes n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs ou nouveaux par rapport à l'étude d'impact initiale ;

CONSIDÉRANT que la demande de prolongation jusqu'au 14 mai 2028 ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il est proposé d'accorder à la société Serres Frères & Cie une prolongation de la durée d'exploitation de sa carrière située au lieu-dit « Les Garrigues » à Ménerbes, jusqu'au 14 mai 2028 ;

CONSIDÉRANT que, toutefois, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mai 1996 doivent être modifiées, afin de prendre en compte cette prolongation de deux années ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société Serres Frères & Cie, dont le siège social est situé quartier Saint-Jacques à Ménerbes (84560), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la carrière qu'elle exploite au lieu-dit « Les Garrigues » sur le territoire de la commune de Ménerbes.

Article 2 - Prolongation de la durée de l'autorisation

Les dispositions du premier alinéa de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 mai 1996 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'autorisation est accordée pour une durée de 32 ans, à compter de la notification du présent arrêté, cette durée inclut la remise en état ; elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire de l'autorisation ou de ses contrats de forage ».

Article 3 - Garanties financières

Dès notification du présent arrêté, l'exploitante transmet à monsieur le Préfet le document attestant de la constitution des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties

financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement, et dont le montant a été remis à jour au regard du dernier indice TP01 disponible. La valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.

Article 4 - Mesures de publicité :

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 6 - Application :

Le secrétaire général par intérim de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet d'APT, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires, le maire de Ménerbes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon le 15 juin 2026
Pour le Préfet,
Le sous-préfet chargé de mission,
secrétaire général adjoint

signé : Vincent LELIONNAIS

